



Réunion du Comité d'Orientation Politique d'IPEMED

9 et 10 avril 2014 - Paris

Propositions d'actions

Le Comité d'Orientation Politique d'IPEMED (COP) s'est réuni, comme chaque année, en conclave, les 9 et 10 avril 2014, pour discuter de la situation dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée trois ans après le déclenchement des mouvements de contestation et réfléchir à un nouveau type de partenariat respectueux des évolutions et des processus de transition en cours.

Ont participé à cette réunion : André Azoulay, Aïcha Belarbi, Emma Bonino, Joachim Bitterlich, Georges Corm, Amr El Shobaki, Iqbal Gharbi, Elisabeth Guigou, Eneko Landaburu, Miguel-Angel Moratinos, Fathallah Oualalou, Carmen Romero, ainsi que Eric Diamantis, Jean-Louis Guigou, et Radhi Meddeb et Agnès Levallois, en qualité de Secrétaire de séance.

A cette occasion, Jean-Louis Guigou a souligné que les membres du COP devaient être actifs et se mobiliser pour porter les idées d'IPEMED estimant qu'il y a une urgence à relever les défis qui se posent aux pays du Sud et du Nord de la Méditerranée.

Les membres du COP doivent s'approprier les messages et les transmettre aux autorités politiques.

Les thèmes étudiés par IPEMED sont disponibles pour être défendus par le COP auprès des responsables politiques :

- Communauté Méditerranéenne de l'Energie (Energie climat)
- Coopération sanitaire au Maghreb
- Sécurité alimentaire
- Accès à l'eau
- Espace financier commun

Responsabilité politique du COP

Les membres du COP estiment qu'un cadre politique est indispensable et essentiel mais avec de nouvelles règles car les expériences passées n'ont pas été concluantes. Revoir la circulation des personnes pourrait être une de ces nouvelles règles.

Le bilan est « cruel » car en dépit des milliards d'euros dépensés on est face à une impasse.

Il a été suggéré qu'Ipemed réalise un « mapping » des structures existantes sur la Méditerranée afin de rationaliser les initiatives et le travail entrepris par les différents acteurs. Ipemed pourrait avoir un rôle de catalyseur de tous les organismes travaillant sur la Méditerranée. Cela serait l'occasion de faire un état des lieux de la politique méditerranéenne et d'en définir les obstacles pour repartir sur d'autres bases.

Le COP doit être plus opérationnel

Les membres du COP doivent se mobiliser pour rencontrer les responsables politiques des deux rives de la Méditerranée et tout particulièrement les nouvelles autorités européennes : commission, parlement... et les représentants de la société civile.

Message du COP

Pour que le COP se mobilise, il convient d'élaborer un message clair : que veut-on faire ?

Il faut travailler sur l'identité et la visibilité d'Ipemed : que pense ce groupe de la situation en Méditerranée et face à ce constat quelles sont ses propositions ?

- 1ère fonction: think tank et approches sectorielles (eau, énergie).
- 2ème fonction: animation du mouvement patronal EMCC.
- 3ème fonction: le programme CALAME.

Soutien à la Tunisie

Faire de la transition politique, économique et sociale en Tunisie un succès mobilisant les acteurs concernés, régionaux et internationaux, publics et privés et en déclinant les travaux d'Ipemed sur des projets précis dans le pays. La tenue du 2e COP de 2014 devrait se faire en Tunisie le 4 décembre. Cette réunion sera simultanée avec la réunion du forum arabe IACE à Souss les 5 et 6 décembre.

Vers un nouveau statut ?

Il convient de sortir du cadre traditionnel d'association, celui du libre échange pour aller vers une stratégie commune de ré industrialisation en faisant de la coproduction.

Le système de production industriel dans les PSEM est déficient. L'Etat de droit est aux mains d'intérêts particuliers. Trop nombreux sont les faux industriels qui ne sont en fait que des rentiers.

Le concept de colocalisation a été travaillé à Ipemed et repris par de nombreux responsables politiques dont le chef de l'État français qui en a parlé à chacun de ses déplacements dans les pays du Maghreb. Il convient de « capitaliser » sur ce point qui suscite un réel intérêt pour le devenir des deux rives.

Faut-il un nouveau schéma de concertation pour la Méditerranée ?

Imaginons un 3è cercle qui serait plus qu'un accord d'association et pas seulement une instance au sein de laquelle se trouve des administratifs. Cela pourrait être une instance de concertation politique dédiée aux pays de la Méditerranée, ouverte et sur la base du volontariat

La situation actuelle peut être une opportunité pour rénover le partenariat et permettre le retour de l'Europe en Méditerranée en valorisant la verticale Europe/Maghreb/Afrique.

Le 5+5 est utile pour mettre en relief la nécessité du Sud/Sud car le seul cadre où les pays du Sud se retrouvent aujourd'hui c'est celui-ci, d'où l'importance de le maintenir.

Un 5+5 consacré à la santé est prévu à l'automne et Ipemed a une relation privilégiée avec cette instance.

Peut-être faudrait-il y intégrer l'Union européenne et le secrétaire de l'UMA ?

Un débat existe sur le 5+5 qui réapparaît actuellement car aucune autre instance n'a fonctionné mais pour certains la Méditerranée mérite mieux que cette enceinte technique.

Séquentialisation

Il s'agit d'un processus graduel car les projets ne suffisent plus, il faut réfléchir aux nouvelles règles du jeu sinon on retombera dans les mêmes travers

La question de l'énergie peut déclencher une intégration régionale Sud/Sud

L'idée d'organiser des conventions, tables rondes sur des thématiques telles que l'énergie, la santé, la sécurité alimentaire et les partenariats publics/privés suscite l'intérêt des membres du COP.

